



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/C.5/46/48
21 novembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
CINQUIEME COMMISSION
Points 104 et 107 de l'ordre du jour

RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1992-1993

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.5/46/L.3

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale

A. Demandes formulées dans le projet de résolution

1. Aux termes des paragraphes 3, 6, 17, 18, 19, 21 et 22 du projet de résolution A/C.5/46/L.3, l'Assemblée générale :

a) Ferait siennes les recommandations du Groupe de vérificateurs externes des comptes concernant l'étude intérimaire [sur l'élaboration de normes comptables communes à tous les organismes des Nations Unies] 1/ et prierait le Secrétaire général, compte tenu des observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport 2/, de nommer, dans les limites des ressources existantes, un consultant qui serait chargé de proposer un ensemble de normes comptables communes applicables à tous les organismes des Nations Unies, et de lui faire rapport à ce sujet à sa quarante-septième session;

b) Prierait le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organisations de lui présenter, à sa quarante-septième session, un calendrier d'application des mesures correctives à prendre comme suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes [incluses dans des sections distinctes de ses rapports contenant un résumé des recommandations concernant les mesures correctives à prendre par les organismes et programmes des Nations Unies visés];

c) Ferait siennes les recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif concernant le système administratif du Centre du commerce international (CCI), prierait le Secrétaire général et le Directeur exécutif du Centre de convenir d'arrangements administratifs adéquats d'ici la fin de 1991, et prierait le Secrétaire général de lui en rendre compte à sa quarante-septième session;

d) Prierait le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies :

- i) De lui présenter à sa quarante-septième session, par l'intermédiaire de leurs organes directeurs respectifs, des rapports intérimaires détaillés sur les mesures qui auront été prises pour appliquer les recommandations antérieures du Comité des commissaires aux comptes et les recommandations correspondantes du Comité consultatif, en donnant des explications au cas où il n'aurait pas encore été donné suite à certaines de ces recommandations, et demanderait au Comité des commissaires aux comptes et au Comité consultatif d'évaluer l'efficacité de ces mesures et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-septième session;
- ii) De lui rendre compte à sa quarante-septième session, par l'intermédiaire de leurs organes directeurs respectifs, de l'application de mesures efficaces visant à faciliter la communication d'informations par les fonctionnaires, à titre strictement confidentiel, en cas de mauvais usage des ressources d'un organisme ou programme des Nations Unies;
- iii) D'assurer le strict contrôle des stocks de biens durables;
- iv) D'instituer sans délai des contrôles plus efficaces pour toutes les indemnités et prestations versées aux fonctionnaires et de lui rendre compte à sa quarante-septième session des progrès réalisés en la matière, par l'intermédiaire de leurs organes directeurs respectifs;

e) Appellerait l'attention du Secrétaire général et des chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies sur le paragraphe 3 de l'annexe au règlement financier, concernant la communication de renseignements considérés comme confidentiels;

f) Prierait le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-septième session, compte tenu de son expérience de l'application du nouveau processus budgétaire et en ayant à l'esprit les vues exprimées par les délégations et les observations et recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes 3/ et le Comité consultatif 4/, ainsi que les problèmes sur lesquels il a appelé l'attention dans le document A/46/404, en particulier au paragraphe 12, un rapport sur la façon de comptabiliser en fin d'exercice les obligations correspondant à des dépenses d'équipement et les obligations pluriannuelles;

g) Saurait gré au Secrétaire général des mesures qu'il a prises pour éliminer les abus en ce qui concerne le remboursement de l'impôt sur le revenu, le prierait de poursuivre ses efforts en vue de recouvrer le solde des montants excessifs remboursés à ce titre et de lui en rendre compte à sa quarante-septième session, et prierait les chefs de secrétariat des autres organisations et programmes de faire de même;

B. Corrélation entre les demandes formulées
et le programme de travail approuvé

2. En ce qui concerne la demande formulée à l'alinéa a) du paragraphe 1 ci-dessus, des crédits sont prévus au chapitre premier du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 5/ afin de couvrir les dépenses afférentes au Comité des commissaires aux comptes et son secrétariat. Ce dernier fournit aussi un appui administratif et fonctionnel au Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), créé en application de la résolution 1438 (XIV) de l'Assemblée générale en date du 5 décembre 1959 et qui, dans son étude intérimaire sur l'élaboration de normes comptables communes à tous les organismes des Nations Unies 1/, a indiqué qu'il était nécessaire de faire appel à un expert pour élaborer ces normes. Les activités correspondantes n'ont pas été prévues dans le projet de budget-programme.

3. Les demandes formulées aux alinéas b) à g) du paragraphe 1 ci-dessus ont trait en partie au sous-programme 1 (Gestion financière et systèmes de contrôle) du programme 42 (Planification des programmes, budget et finances) du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 6/. L'un des objectifs de ce sous-programme est "d'améliorer ... le suivi des recommandations formulées par les vérificateurs des comptes"; dans le cadre de la stratégie à mettre en oeuvre, on prévoit notamment que "la liaison avec le Comité des commissaires aux comptes sera maintenue et [que] les avis et lettres de recommandation des vérificateurs continueront d'être examinés dans le but de coordonner les actions entreprises pour y donner suite et de poursuivre l'application des mesures correctives".

4. Des activités ayant un rapport avec les demandes formulées sont également prévues au titre du sous-programme 1 (Gestion financière et systèmes de contrôle) du chapitre 33C (Bureau de la planification des programmes, du budget et des finances) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993. Les activités proposées sont notamment les suivantes : "coopération avec d'autres organismes des Nations Unies pour procéder à des échanges de vues et définir des politiques communes" et "examen des rapports des commissaires aux comptes et des vérificateurs internes des comptes, suite donnée aux observations formulées par les vérificateurs et contrôle".

C. Activités prévues pour donner suite aux
demandes formulées

5. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution, en ce qui concerne l'alinéa a) du paragraphe 1 ci-dessus, le Secrétaire général nommerait un consultant confirmé qui serait chargé de proposer un ensemble de normes comptables communes applicables à tous les organismes des Nations Unies. Comme le Contrôleur adjoint l'a indiqué à la Cinquième Commission lorsqu'elle a présenté ce point de l'ordre du jour, le Comité consultatif pour les questions administratives (Questions financières et budgétaires) [CCQA (FB)], qui est l'organe subsidiaire du Comité administratif de coordination (CAC) chargé de ces questions, a tenu une réunion avec un représentant du Groupe de vérificateurs externes des comptes pour examiner l'étude intérimaire du Groupe. A la suite de cet examen, le CCQA (FB) a décidé de réunir un groupe de travail en décembre 1991 pour étudier la question des normes comptables communes applicables à tous les organismes des Nations Unies. Le groupe de travail passera notamment en revue les progrès déjà réalisés par les organisations appliquant le régime commun en ce qui concerne l'élaboration de normes comptables communes et abordera de façon plus approfondie les aspects qui nécessitent une mise au point supplémentaire. Le CCQA (FB) examinera les résultats des travaux du groupe lors de sa prochaine session en 1992. Le consultant confirmé qui sera nommé par le Secrétaire général consultera lui aussi ce groupe de travail, ainsi que les organismes du système des Nations Unies et le Groupe de vérificateurs externes des comptes, pour élaborer ses propositions de normes. Un rapport sur les travaux du consultant et les résultats de l'examen de la question par le CCQA (FB) sera ensuite soumis à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session. L'application des normes comptables communes proposées nécessitera toutefois des consultations supplémentaires avec les autres organismes du système des Nations Unies et devra faire l'objet d'une décision appropriée de leurs organes directeurs.

6. Si l'Assemblée adopte le projet de résolution, le Secrétaire général prendra les mesures suivantes :

a) S'agissant de l'alinéa c) du paragraphe 1 ci-dessus, il s'entretiendra avec le Directeur exécutif du Centre international de calcul au sujet des arrangements administratifs à prendre et en rendra compte à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session;

b) En ce qui concerne les alinéas d), f) et g) du paragraphe 1, il examinera les questions soulevées, prendra les mesures requises et en rendra compte à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session, comme il est prié de le faire.

D. Modifications à apporter au programme de travail
approuvé pour 1992-1993

7. Comme indiqué à la section B ci-dessus, les activités décrites au paragraphe 6, ainsi que les crédits nécessaires, sont prévus au chapitre 33C du projet de budget-programme. En conséquence, il ne sera pas nécessaire d'apporter de modification au programme de travail proposé.

8. Ainsi qu'on l'a également indiqué à la section B ci-dessus, des crédits sont prévus pour le Comité des commissaires aux comptes et son secrétariat au chapitre premier du projet de budget-programme, mais les activités correspondantes ne sont pas programmées. En conséquence, pour ce qui est des activités décrites au paragraphe 5, il n'y aura pas lieu d'apporter de modification au programme de travail proposé.

E. Dépenses supplémentaires calculées sur la base du coût intégral

9. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution, les activités mentionnées au paragraphe 5 nécessiteraient d'engager un consultant confirmé pendant six mois; il faudrait aussi prévoir les ressources nécessaires pour les déplacements fréquents qu'il aura à effectuer afin de se rendre au siège des diverses institutions et organismes du système. On estime que les coûts correspondants s'élèveront à 94 900 dollars pour 1992.

F. Possibilité de financement

10. Les ressources demandées pour le Comité des commissaires aux comptes et son secrétariat au chapitre premier du projet de budget-programme ne comportent aucun crédit pour des services de consultant; quant aux crédits prévus pour les frais de voyage, ils sont très limités. En conséquence, on estime que les dépenses supplémentaires qui résulteraient des activités mentionnées au paragraphe 5 ci-dessus ne pourraient pas être financées dans les limites des ressources prévues pour le chapitre premier. Toutefois, puisque le consultant en question serait chargé de proposer des normes applicables à l'ensemble du système des Nations Unies, le Secrétaire général s'entretiendrait avec les organisations participantes afin d'étudier la possibilité qu'elles remboursent à l'ONU la part de ces dépenses qui leur incombe. Cependant, étant donné qu'actuellement, il n'existe pas d'accord prévoyant le partage des coûts dans ce genre de situation, on ne peut tabler sur une réduction correspondante des ressources nécessaires.

11. Les activités décrites au paragraphe 6 ci-dessus sont conformes au programme de travail proposé; on peut donc en conclure que les dépenses correspondantes seront financées dans les limites des crédits qu'il est proposé d'ouvrir pour l'exercice biennal 1992-1993.

G. Dépenses supplémentaires à prévoir

12. En conséquence, si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/C.5/46/L.3, on estime que des dépenses supplémentaires de 94 900 dollars seront nécessaires.

H. Fonds de réserve

13. On se souviendra qu'en vertu de la procédure arrêtée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986, il est créé pour chaque exercice biennal un fonds de réserve destiné à couvrir les dépenses supplémentaires qui résultent de décisions prises par les organes délibérants

mais qui ne sont pas inscrites dans le projet de budget-programme. Si l'on propose des dépenses supplémentaires qui dépassent le niveau du fonds de réserve, ces dépenses ne peuvent être inscrites au budget que moyennant un transfert de ressources provenant de domaines de moindre priorité ou la modification d'activités approuvées. Faut de quoi, les activités nouvelles doivent être reportées à un exercice biennal ultérieur. Un état récapitulatif de toutes les incidences sur le budget-programme et des prévisions révisées sera soumis à l'Assemblée générale vers la fin de la présente session.

14. On n'a pas identifié au chapitre premier du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 d'activités susceptibles d'être arrêtées, reportées, limitées ou modifiées. Au cas où il ne serait pas possible de financer les dépenses prévues à l'aide du fonds de réserve, il pourrait s'avérer nécessaire de remettre à plus tard l'application du projet de résolution, comme le prévoient les dispositions régissant l'utilisation du fonds de réserve qui ont été adoptées par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/211 du 21 décembre 1987.

I. Récapitulatif

15. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/C.5/46/L.3, il faudra ouvrir un crédit supplémentaire de 94 900 dollars au chapitre premier du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993.

Notes

1/ A/46/341.

2/ A/46/546.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 5 (A/45/5), par. 63 à 67.

4/ A/46/501.

5/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 6 (A/46/6/Rev.1).

6/ Ibid., quarante-cinquième session, Supplément No 6 (A/45/6/Rev.1).
